Quand la *doxa* du jeu pathologie maladie se déchaîne contre les casinos
en ligne

**Quand la *doxa* du jeu pathologie maladie se déchaîne contre les
casinos et les machines à sous en ligne, pour influencer « les
politiques » et « l'opinion » :**

*"Il sera toujours aisé aux imposteurs de faire
des dupes" (Casanova, Mémoires, 1725-1756,
Tome 1, La Pléiade, NRF, 1958, page 427)*

Jean-Pierre G. MARTIGNONI-HUTIN

**Sociologue, université Lumière Lyon 2, centre Max Weber UMR
5283**

*jean-pierre.martignoni@univ-lyon2.fr. La liste de tous nos articles et
ouvrages (1993-2025) est disponible sur la base HAL CNRS Archive
Ouverte, SHS (sciences de l'homme et de la société)*

octobre 2025

Résumé : Retour critique sur une tribune provocatrice sur les casinos en ligne, publiée par l'addictologue Jean-Michel Costes, premier signataire de cette diatribe collective parue dans Le Figaro : « *Élargir les jeux d'argent en ligne, c'est encourager une drogue* » Dans ce pamphlet, les machines à sous sur internet sont qualifiées de « *crack-cocaïnes des jeux d'argent* » JM Costes donne ensuite une description apocalyptique et délirante de ce jeu et des joueurs qui s'y adonnent: « *le jeu sur machine à sous est une véritable drogue , les joueurs sont comme pétrifiés, incapables de quitter les machines, totalement pris dans le rythme du jeu qui atténue leur conscience de l'espace , du temps et de la valeur même de l'argent. Ils ne prennent conscience des pertes qu'après coup, une fois l'excitation du jeu retombée et alors (...) ils s'effondrent envahis d'idées suicidaires.* Quand on sait que cet addictologue (*licencié de l'observatoire des drogues par Etienne APAIRE - longtemps Président de la MILDT - car il écrivait des tribunes favorables aux "salles de shoot"*) est membre du Collège de l'Autorité Nationale des Jeux (ANJ) on peut légitimement s'interroger sur "l'indépendance" intellectuelle et scientifique de cette autorité administrative, qui dirige peu ou prou la Politique Des Jeux de la France. Bien évidemment, les signataires de cette tribune incendiaire mettent en avant sans convaincre la santé publique, pour justifier leur acharnement contre les casinos en ligne, en oubliant de signaler qu'ils sont légalisés dans les 27 autres pays européens (sauf à Chypre) ou aucune pandémie ludique n'a été signalée. Bien qu'elle date de

septembre 2023, il nous paraît pertinent de revenir de cette philippique, dans le cadre des débats sur la fin de la prohibition des casinos sur internet, envisagée il y a quelques mois par le gouvernement BARNIER, et sur laquelle le ministre du budget - Laurent SAINT MARTIN - avait engagé une première consultation (*confer notre article : Laurent SAINT MARTIN et les casinos en ligne : Fin de la prohibition des casinos et machine à sous en ligne ? Concertation à Bercy à l'initiative du ministre du Budget (les casinos.org 16/11/ 2024,)*) A cette occasion nous avons observé : 1 : que cette doxa s'opposait à cette légalisation annoncée des casinos en ligne, alors que d'évidence elle s'inscrit dans la *modernité d'internet* et dans la *logique des choses européennes*. 2 : que l'Autorité Nationale Des jeux et sa présidente, s'opposaient contradictoirement à cette normalisation, alors qu'elle permettrait de protéger des milliers de joueurs, actuellement livrés à eux-mêmes sur une kyrielle de sites illégaux. L'ANJ publie la longue liste totalement illisible des adresses de ce *dark market*, ce qui revient d'une manière assez naïve à chercher une aiguille dans une botte de foin. Mais l'ANJ vient de créer soudainement une nouvelle direction... de la "répression" avec à sa tête Sophie NAMER. Cela en dit long sur la fuite en avant autoritaire du régulateur, qui veut limiter, interdire (certains jeux), censurer (certaines publicités), sanctionner lourdement (certains opérateurs...) tout en médicalisant les passions ludiques de millions de Français.

Prochain article (à paraître octobre 2025) : « Cobayes ludiques : études sur les joueurs, éthique de la recherche :

- "Une étude financée par l'Inserm - qui se déroulera à l'hôpital psychiatrique du Vinatier - veut ausculter le cerveau des joueurs à l'aide d'un IRM. Ils seront rémunérés entre 170 et 230 euros en fonction "de leur performance" !
- "L'ANJ met en place un " nouvel outil de REPERAGE" des joueurs. Qu'en pense la CNIL dont Isabelle FALQUE PIERROTIN a longtemps été la Présidente ?"

Résumé :

- A-t-on le droit d'utiliser des joueurs comme cobayes dans des recherches sur les jeux de hasard, pour tenter de confirmer une théorie concernant le jeu problématique, dont l'hypothèse générique - *le jeu comme pathologie, comme addiction* - est loin d'être partagée par tous les chercheurs en sciences sociales spécialistes du *gambling et du e gambling* ? D'autant qu'il ne s'agit pas dans l'étude dont nous parlerons ("*Des chercheurs veulent comprendre ce qui se passe dans le cerveau des joueurs*" les casinos.org 3/3/2025) d'observer les joueurs dans des espaces de jeu, mais d'ausculter leur cerveau à l'aide d'un IRM. Cette recherche (*ainsi que d'autres dont nous parlerons sur les "plis extérieurs du cerveau"* - projet Champollion de François MANGIN financé par l'ANR) pose de nombreuses questions éthiques, déontologiques, épistémologiques. Par exemple les

joueurs sont payés...et en plus : " de manière différenciée selon leurs performances" ! Cette investigation sur les cerveaux des joueurs, financée par l'INSERM et portée par Guillaume SECSCOUSSE, se présente ainsi : *"recherchons 50 joueurs de 18 à 65 ans pour un examen d'Imagerie par Résonance Magnétique (IRM), au cours duquel nous demanderons aux joueurs de réaliser des tâches dans un scanner (environ 2h15) (...) Vous serez indemnisés entre 170 et 230€, en fonction de vos performances. Vous pourrez aussi recevoir une image 3D de votre cerveau. L'étude se déroulera à l'hôpital du Vinatier* » Tout un programme et toute une symbolique, "l'espace ludique"(SIC) du Vinatier - ancien asile départemental d'aliénés fondé en 1876 - étant un hôpital psychiatrique situé à Bron. Il nous paraît indispensable de dire deux mots sur ce type de recherche, qui pose question au sociologue, et devrait en poser aux hommes politiques.

- D'autant que dans le même temps l' Autorité Nationale des Jeux (ANJ) sous la domination de la doxa du jeu pathologie maladie, en remet une couche en matière de surveillance des joueurs en ligne; pour soi-disant lutter contre l'addiction. L'enfer est toujours pavé de bonnes intentions. Le régulateur a affiché à sa une pendant plus de trois mois !! (*) le "wanted" suivant : *" Participer à l'évaluation scientifique de l'algorithme ANJ : l'ANJ recherche actuellement des joueurs de jeux d'argent et de hasard en ligne pour participer à une évaluation inédite afin de prévenir des risques d'addiction". (ANJ actualités 7/7/2025)"* L'autorité qui a pourtant de gros moyens en interne (80 millions de budget annuel, 80 ETP salariés) finance l'institut de sondage CSA pour mettre au point ce " nouvel outil de REPERAGE" des joueurs. Qu'en pense la CNIL, dont l'ancienne responsable était...Isabelle FALQUE PIERROTIN, actuelle Présidente de l'ANJ. (*) *Le gendarme des jeux aurait-il du mal à trouver des cobayes ? Les joueurs, hésiteraient-ils à se faire instrumentaliser, pour ensuite se faire repérer, surveiller, pister, interdire de jeu ?*

Articles précédents :

- IA et jeux d'argent : Pour trouver les bons numéros du loto avec l'intelligence artificielle (IA) : donne ta langue...à ChatGPT! (juin 2025, 15 pages, 23 notes, 4 annexes) *publié sur casino-legal-france.fr. 16 juin 2025*
- Le PMU : première victime de la politique des jeux sanitaire et punitive de l'ANJ ? (juillet 2025,30 pages, 12 annexes) *publié sur l : es casinos.org 18 juillet 2025*

Quand la doxa du jeu pathologie maladie se déchaîne contre les casinos et les machines à sous en ligne pour influencer « les politiques » et « l'opinion » :

Jean-Pierre G. MARTIGNONI-HUTIN

Deux signataires de ce pamphlet provocateur contre les casinos en ligne participent chaque mois au Collège de l'ANJ.... mais curieusement ne le signalent pas

Dans le présent article, nous revenons sur une tribune polémique parue dans le Figaro - « *Élargir les jeux d'argent en ligne c'est encourager une drogue* » (1) (confer annexe 1) - dont le premier signataire est l'addictologue Jean Michel Costes. Volontairement provocateurs - les machines à sous sur internet sont même qualifiées de « *crack-cocaïnes des jeux d'argent* », plusieurs addictologues (psychologues, psychiatres) signent ce pamphlet... comme si la valeur d'une tribune dépendait du nombre de signataires. Cinq personnalités du monde médical (2) dénoncent avec une curieuse virulence - suspecte à nos yeux - les jeux de casino en ligne, les machines à sous sur internet. Ils représentent peu ou prou cette *doxa* du jeu pathologie maladie que nous dénonçons depuis des lustres dans de nombreuses contributions (3) (4) :

- « *Le jeu pathologie maladie : un « construit social »* : Colloque à Bruxelles sur le gambling avec le Professeur Amnon Jacob Suisse » « (octobre 2019, 9 pages)
- « *Recherche joueurs addicts.... désespérément* » (mars 2020, 9 pages)
- « *Addiction au jeu : réalité médicale ou pathologisation d'un Fait Social ?* : (janvier 2021, 25 pages)
- « *Le jeu excessif est-il une addiction ?* Sciences sociales et santé, 2022/2 (Vol. 40), p. 95-104.

Bien qu'elle date de septembre 2023, il nous paraît pertinent de reparler de cette tribune, dans le cadre des débats sur la fin de la prohibition des casinos en ligne, envisagée il y a quelques mois par le gouvernement BARNIER, et sur laquelle le ministre du Budget - Laurent SAINT MARTIN - avait engagé une première consultation (*confer notre article : Laurent SAINT MARTIN et les casinos en ligne*", (5)) A cette occasion nous avons observé :

- que curieusement cette *doxa* s'oppose farouchement à cette légalisation annoncée des casinos en ligne, alors que d'évidence cette évolution s'inscrit dans la *modernité d'internet*; dans la *logique des choses européennes*. Des 27

pays de l'UE, la France étant le seul pays avec Chypre, à ne pas les avoir légalisées

- que l'Autorité Nationale Des jeux et sa présidente, sortant du chemin de crête de neutralité d'une autorité administrative financée par l'Etat, s'opposaient également contradictoirement à cette normalisation, alors qu'elle permettrait d'informer et de protéger des milliers de joueurs, actuellement livrés à eux-mêmes sur une kyrielle de sites illégaux. L'ANJ publie de manière un peu grotesque, la longue liste totalement illisible des adresses de ce *dark market*. Ce qui revient d'une manière assez naïve, à chercher une aiguille dans une botte de foin

Deux signataires (6) de cette tribune - enflammée, orientée, subjective, réductrice, méprisante pour les joueurs et les opérateurs - appartiennent au Collège de l'ANJ (7)... mais curieusement ne le signalent pas. Ce manque de transparence interroge. Signale-t-il la modestie des auteurs... ou leur volonté de masquer ce qui pourrait apparaître comme un conflit d'intérêt ? Ces deux addictologues participent pourtant chaque mois, aux « décisions » du régulateur et à ses nombreuses mesures néo-prohibitionnistes, et désormais parfois directement prohibitionnistes. Dans son collège du 21 Septembre 2023, l'ANJ a prohibé deux jeux de grattage en ligne de la FDJ : « Diamond River » « Maxi Ruche d'Or »

Et de plus en plus souvent d'autres jeux de l'opérateur historique sont autorisés, *mais "uniquement à titre expérimental"* ("Maxi black jack» par exemple) ou sont soumis à des conditions d'exploitation toujours plus draconiennes (*Loto du Patrimoine, Mission Nature loto de la biodiversité notamment : confer encadré en gras ci dessous*) que nous taxerons de mesures "néo-prohibitionnistes" car elles s'attaquent de manière pointilleuse, autoritaire et systématique, aux fondements même de ces jeux, à leurs caractéristiques ludiques, à leurs engagements sociétaux.

CENSURE : L'ANJ peut désormais interdire les publicités relatives au Loto du Patrimoine et au Loto de la biodiversité qui feraient référence aux causes d'intérêt général, auxquelles une partie de leur produit est affecté. Le Conseil d'Etat complice de cette censure

S'agissant de la stratégie promotionnelle de la FDJ, le Conseil d'État a confirmé que l'ANJ peut légalement interdire, les publicités relatives au Loto du Patrimoine et au Loto de la biodiversité, qui feraient référence aux causes d'intérêt général . Il s'agit d'une censure. Ces jeux ne sont pas prohibés (pour l'instant ?), ils peuvent garder leur nom (pour l'instant ?) mais l'ANJ peut censurer en toute légalité, tout message publicitaire qui indiquerait que le Loto du Patrimoine, le jeu de grattage Mission Patrimoine, la loterie de la biodiversité Mission Nature, sont des jeux qui défendent des causes d'intérêt général. C'est le père Ubu. Ces loteries ont justement été mise en place pour défendre notre riche patrimoine protéger

l'environnement, la vie animale et végétale. Bref des jeux qui d'évidence, financent des causes qui défendent l'intérêt collectif. Contradictoirement (et c'est là qu'on voit toute la « perversité » du régulateur, sous la domination idéologique & intellectuelle de la doxa du jeu pathologie maladie et celle moralisatrice de certaines associations) l'ANJ souhaite que ces jeux perdent leur âme, n'affichent plus leur "raison d'être et la symbolique à laquelle ils sont associés"....pour devenir de simple jeux d'argent. Ne pouvant pas (pour le moment ?) n'osant pas (pour le moment ?) interdire Mission Patrimoine et Mission Nature, l'ANJ dans son machiavélisme, s'en prend à la finalité citoyenne de ces jeux. C'est une grossière censure, inadmissible en 2025, dans un pays démocratique comme la France, sur un sujet non polémique, qui bénéficie certainement d'un large consensus sociétal. C'est inquiétant car quand on commence à censurer, à interdire - dans ce domaine comme dans d'autres - ça n'a pas de fin. Tout fait sens pour le censeur. Derrière cette censure, se cache une tentation prohibitionniste ancestrale : interdire les jeux de hasard et d'argent. (confer nos deux articles : 1 : « Mission Patrimoine 2023 censurée par l'Autorité Nationale des Jeux = Mission Patrimoine, le jeu citoyen de la Française des jeux à nouveau censuré et mis sous surveillance par l'ANJ) » (juillet 2023, 9 pages, casino-legal-france.fr : « Mission Patrimoine 2023 ... malgré les censures de l'Autorité Nationale des Jeu « (septembre 2023, 14 pages , 7 notes, les casinos.org 16 septembre 2023) confer en ANNEXE 3 le résumé) La Française des jeux qui subit de pleins fouets depuis plusieurs années maintenant ces mesures liberticides et restrictives imposées par l'ANJ (par exemple sur AMIGO) fait preuve d'une grande résilience et s'internationalise. Néanmoins quand on regarde son cours de Bourse (par définition les actionnaires anticipent) on constate qu'en 5 ans, "FDJ united" est passé de 48 euros à 26 euros, un plus bas historique .

L'ANJ par ailleurs et dans le même temps, restreint de multiples manières - et de façon de plus en plus délirante - l'indispensable publicité pour les jeux, nécessaire aux opérateurs pour développer leur activité, trouver de nouveaux joueurs, fidéliser les anciens, lancer de nouveaux jeux... Dans ce domaine commercial comme dans d'autres, la publicité est bien entendu le nerf de la guerre. Ces multiples mesures prises par le régulateur contre la "réclame" pour les jeux de hasard, risquent d'avoir - et ont sans doute déjà - des effets dévastateurs sur l'économie ludique. En mars 2022 le gendarme des jeux a même osé interdire une publicité pour les paris sportifs. (Tout pour la Daronne de Winamax) voir ci dessous. L'hypocrite ANJ a beau avoir appelé cela "retrait", il s'agissait bel et bien (**comme pour la chaine de télévision C8 dans le domaine de l'audiovisuel**) (****) d'une censure, grave & inquiétante, dans un pays de libertés comme la France, ou - historiquement - les censures de

publicités, se comptent sur les doigts d'une main. Cette censure apparaît d'autant plus choquante, que la pub Winamax,- dynamique, drôle, gentille.- n'avait rien d'outrageante, d'indécente, de blasphématoire, d'irrespectueuse.

(***)

- C8 censuré vers la fin de liberté (You tube frontières 19/2/2025
- C8 le conseil d'Etat valide la censure de l'arcom (contrepoints 20/3/2025
- C8 censurée (le courrier Picard 28/2/2025
- censure : la fin de C8 sur la TNT divise nos lecteurs (le dauphiné libéré 24 juillet 2024)
- C8 : satisfaction pour les uns censure pour les autres (l'express 24 juillet 2024)

Censure de la publicité de Winamax : " tout pour la Daronne" : Le fonctionnaire censeur de l'ANJ a été particulièrement choqué par le fait que la Daronne "souriait d'aise »

Retour sur la censure machiavélique et pointilleuse, effectuée par le fonctionnaire chargé d'instruire le procès contre la publicité WINAMAX à la demande du « procureur «ANJ ». Ce fonctionnaire-c'est impossible autrement - a du être longuement débriefé pour lancer un anathème aussi systématique, aussi violent et aussi délirant, contre la publicité bon enfant, joyeuse, colorée de WINAMAX. Mais qui lit les "décisions" de l'ANJ ? Les médias, qui ont perdu tout sens critique, n'ont hélas pas reproduits les éléments de cette censure, qui auraient certainement choqué l'opinion et pas seulement les parieurs sportifs.

Chacun se souvient de la censure de la publicité WINAMAX effectuée par l'ANJ. Une bizarrerie lourde de sens, dans un pays de libertés comme la France, ou les interdictions de publicités se comptent sur les doigts d'une main depuis 50 ans. Après avoir vilipendé, dans une sorte de procès à charge pointilleux & machiavélique (il faut le lire pour le croire : allez sur le site de l'ANJ si vous pensez que j'exagère!) tous les éléments du film publicitaire de WINAMAX pour les paris sportifs (deux exemples ci-dessous ***) le fonctionnaire « censeur » de conclut son "expertise" - véritable procès en sorcellerie - en indiquant à propos de la Daronne - ce qui semble l'avoir particulièrement choqué - "qu' elle souriait d'aise » Censurer par le régulateur. Manquerait plus que "les pauvres" soient heureux de gagner à des jeux d'argent, se réjouissent de profiter de l'argent du jeu, notamment quand un

parieur fait bénéficier sa famille de son gain, en l'occurrence ici sa maman !

*****deux exemples =**

- **l'ascenseur de la pub Winamax - qui fait une montée vertigineuse vers le ciel avec à son bord la Daronne (une femme qui ne roule pas sur l'or, visiblement issue des milieux populaires, de la banlieue) - devient pour l'ANJ un "ascenseur social". Censurer. Ca pourrait donner des idées aux "pauvres". Depuis Paris, Isabelle FALQUE PIERROTIN a souvent précisé dans les médias de manière surréaliste, que les joueurs ne devaient pas jouer pour "gagner de l'argent", "changer de vie et de condition sociale", mais uniquement "pour le plaisir"**

- **le luxe (champagne, petits fours, caviar, fourrure, classe affaire, coiffeur...) les signes extérieurs de richesse - auxquels accède la Daronne quand elle est dans l'avion, pour atteindre la destination paradisiaque vers laquelle elle s'envole grâce à son fils qui a gagné aux paris sportifs - deviennent des éléments retenus à charge par l' ANJ pour justifier laborieusement sa censure. L'argent (du jeu) ne doit pas faire le bonheur des pauvres. Manquerait plus que les "gens de peu" vivent et consomment comme des riches ; profitent du luxe de la richesse grâce aux jeux de hasard, pire profitent de la générosité intrafamiliale de joueurs qui ont gagné à des jeux de hasard, ici les paris sportifs.**

Ubuesque : pour certains addictologues dont Jean Michel COSTES - membre du Collège de l'ANJ - les jeux de casino et les machines à sous sur internet.... sont plus dangereux que le crack et la cocaïne !

Nous trouvons dans cette tribune comme premier signataire Jean Michel Costes et, comme curieusement les auteurs ne sont pas classés par ordre alphabétique, sans doute à l'origine de cet article agressif, outrancier, orienté. Pas très étonnant. Il représente l'une des figures emblématiques de cette doxa, constituée historiquement en France à partir de l'expertise Inserm sur "les jeux de hasard et d'argent" (8) à laquelle nous participions (9) Il faut savoir que JM Costes a été licencié de l'observatoire des drogues par Etienne APAIRE (Président de la MILDT de 2007 à 2012) (10) car il écrivait des tribunes favorables aux *salles de shoot*, d'autres sur la dépénalisation du cannabis. Un engagement militant, aux antipodes du devoir de réserve qui incombe à un agent de l'État. Cet addictologue semble davantage craindre les dangers des machines à sous sur internet, que ceux du crack et de la cocaïne. Inquiétant.

Une doxa du jeu pathologie maladie, omniprésente dans toutes les instances où se décide la politique des jeux de la France

Il y a tout d'abord, le titre provocateur de cette tribune : *Élargir les jeux d'argent en ligne, c'est encourager une drogue* » dont le premier signataire est JM Costes. Un sacré culot pour cet addictologue favorable la légalisation des *salles de "consommation" à moindre risque* (SCMR) (l'euphémisme hypocrite de la doxa mais qui en dit long sur ses intentions) alors que les Académies de médecine et de pharmacie s'y opposaient fortement (*"Drogues dures : «Les Académies de médecine et de pharmacie s'opposent aux salles de shoot !» le figaro, 17 juin 2022, Luc LENOIR*) (11) (et sans doute aussi les riverains et les Français qui financent ces couteuses salles de shoot qui bien entendu n'ont pas été consultés)

Ce membre du Collège de l'ANJ et les rédacteurs de cette diatribe, dénoncent ensuite le « *lobby très actif des promoteurs des jeux d'argent sur internet* ». Pour le coup, c'est vraiment l'hôpital se moquant de la charité. Ces dernières années, c'est surtout le lobbying de la doxa du jeu pathologie maladie (et notamment JM Costes) qui s'est montré très "actif" , pour critiquer systématiquement tous les jeux de hasard, associer *le gambling et le e gambling* à une drogue, une pathologie, une maladie; s'imposer dans toutes les instances de décision et de réflexion qui concernent la politique des jeux. De l'expertise Inserm (ou l'on trouve déjà JM Costes); à l'Observatoire des jeux (ou JM Costes a été parachuté « responsable des études » par les "Mystères" des réseaux lobbyistes "de Paris" alors que les trois fondateurs de cet observatoire (12) en ont été exclus) en passant par l' Autorité de Régulation des Jeux en Ligne (ARJEL) ou - suite au départ prématuré de Jean François VILOTTE (1° président de l'ARJEL) - feu Charles COPPOLANI (2° président de l'ARJEL) a fait entrer "le loup" (des addictologues) "dans la bergerie"; pour aboutir à l'ANJ, où l'on retrouve à nouveau JM Costes dans le Collège de l'autorité, comme par hasard depuis plusieurs années... et pour le mandat le plus long!

Cette doxa, qui cherche sans vergogne (et peut être avant toute chose) à développer son business*****, s'affiche en permanence dans les médias,

qui lui déroulent le tapis rouge sans regard critique reprenant pro domo ses affirmations. Tout dernièrement, en septembre 2025, l'association Addictions France a vilipendé la publicité et le marketing - jugé "agressif" - des opérateurs de paris sportifs. Bien entendu, comme d'habitude, les médias ont repris pro domo cette formulation propagandiste, totalement subjective : "Paris sportifs : un marketing agressif pour attirer les joueurs " (Le Progrès 16/9/2025 , page 2,3)

***** Dans cet article du Progrès Morgane GUILLO, professeur d'addictologie au CHU de Brest, après avoir critiqué de manière alarmiste les jeux d'argent en ligne en enfonçant des portes ouvertes, en reprenant les éléments de langage de la doxa du jeu pathologie (" avec les jeux en ligne la perte de contrôle est plus rapide", un véritable cercle vicieux. s'installe avec des pertes financières ..."), ne dit pas combien elle soigne de joueurs chaque année (cela fait sens mais on aurait bien aimé le savoir), avoue benoîtement - " c'est très bien lorsque les joueurs demandent de l'aide, car **la demande de recours aux soins est très faible** " - sans se rendre de la contradiction que cela représente, par rapport à la pandémie ludique qu'elle vient de décrire dont les jeux en ligne seraient à l'origine. Sur cette contradiction qui en dit long sur la doxa du jeu pathologie confer nos articles :

- «Recherche joueurs *addicts*.... désespérément » (9 pages, 30 notes, mars 2020) (publié sur : lescasinos.org 22/3/2020)
- » L'addiction au jeu : une drôle de maladie qui a du mal à trouver ses malades « (mars 2019, 4 pages, 6 notes, 1 annexe) (« publié sur casino légal France 29/3/2019)

Dans ce même article du Progrès Bernard BASSET & Franck LECAS (d'Addictions France) ne se contentent de donner leur opinion totalement subjective sur ces jeux et d'enfoncer des portes ouvertes :

Florilèges :

- *"Addictions France dénonce le fait que "Winamax, Parions Sport ou Betclik poussent les parieurs à jouer toujours plus " Ah bon !! le contraire serait étonnant. Comme tous les marques et toutes les entreprises les opérateurs de paris sportifs font de la publicité pour développer leur business, augmenter leur CA.*
- *"la publicité pour les paris sportifs est devenue tentaculaire, réseaux sociaux, télévision, affichage". Ce n'est pas spécifique aux paris sportifs !!*
- *encore plus grossier et même comique ; Franck LECAS dénonce le fait que "les opérateurs poursuivent une stratégie visant à associer dans l'imaginaire collectif la pratique des paris à l'univers du sport" La aussi le contraire serait étonnant, ces opérateurs vendent justement ...des paris sportifs*

Ils veulent :`

- des mesures encore plus liberticides contre les jeux d'argent notamment en matière de publicité " (*une loi Evin sur le jeu sur le model de celle de 1991 qui interdit la publicité pour le tabac et l'alcool*) contre les bonus, contre les freebets (crédits de jeu), contre les offres de bienvenu, contre les codes promotionnels, contre les jeux concours, contre les influenceurs....Liberté j'écris ton nom

- des sanctions pénales : "*nous souhaitons pouvoir agir en justice soumettre les contenues des publicités pour les jeu aux autorités et qu'il y ait des suites pénales* " précise martialement Franck LECAS responsable du Pole Loi Evin d'addictions France. Bientôt la PRISON pour les opérateurs ?

- interdire - c'est presque drôle mais en réalité c'est très inquiétant - la publicité pour les jeux d'argent "jugé attrayante" , pour au final prohiber toute publicité pour les jeux d'argent. La dernière recommandation de Franck LECAS (voir citation ci dessous) fait en effet froid dans le dos. Il ne semble même pas se rendre du caractère ultra autoritaire des mesures qu'il veut imposer aux joueurs, aux opérateurs, aux Français (sans les consulter naturellement) qui violent les principes des régimes démocratiques et des économies libérales. Grave... mais bien dans l'ère du temps. **On impose (aux Français et pas seulement aux joueurs) de nombreuses choses dans multiples domaines, de préférence en catimini et surtout sans les consulter** : Franck LECAS (d'Addictions France) précise en ce qui concerne la publicité pour les jeux d'argent : "*on souhaiterait partir du principe de l'interdit et n'autoriser les publicités (pour les jeux d'argent, les paris en ligne , les paris sportifs. NDLC) qu'à titre d'exception* "

Omniprésente dans tous les lieux où se décide les mesures liberticides contre les jeux d'argent, cette doxa contribue depuis plusieurs années désormais, à définir la politique des jeux sanitaire, punitive & liberticide que poursuit Isabelle FAULQUE PIERROTIN depuis qu'elle dirige l'ANJ. Si, comme le dit JM Costes dans cette tribune, le lobby des pro casinos en ligne avait été *très actif* », il aurait réussi depuis belle lurette à obtenir la légalisation des casinos et des machines à sous sur internet. Et notamment en 2010 quand certains jeux d'argent ont été autorisés (paris hippiques et sportifs, poker) La tribune signée au premier chef par cet addictologue, commence donc par un gros mensonge.

Une méconnaissance de la réalité ludique des machines à sous en matière de jackpot

Cette philippique enfonce ensuite avec de gros sabots, les *portes ouvertes du sens commun du café du commerce*. Citation : « *le jackpot est en ligne de mire mais il est rarement atteint* » « *in fine c'est la machine à sous qui gagne* » (13) Quel scoop ! Ces banalités sont connues de tous.

Notamment des joueurs savent pertinemment que le jackpot ne tombe pas à chaque coup. Mais ils constatent aussi que parfois, régulièrement, souvent - contrairement à ce qu'affirme cet addictologue - le joueur triomphe sur la machine, comme en atteste les milliers de jackpots (petits, moyens ou parfois très confortables) qui tombent quotidiennement dans les salles de machines à sous des 200 casinos français (voir ci dessous). Tout cela est facilement vérifiable, en regardant sur internet les jackpot gagnés ces dernières années, mois, semaines, ou en consultant les sites des groupes casinotiers, pour les milliers de gains intermédiaires gagnés chaque jour dans les établissements de jeu ou sur internet. Les joueurs ne sont pas fous. Si les jackpot ne tombaient jamais sur les slots, les casinos ne réaliseraient pas plusieurs millions d'entrées chaque année, les machines à sous en ligne n'auraient aucun succès. Les taux de redistribution (tdr) des machines à sous et des jeux de casino en général sont en outre nettement supérieurs aux TDR des loteries.

- « Un jackpot de 655.875 euros remporté le 30 janvier dernier au Casino Café de Paris à Monaco. Rien qu'en janvier, "17.157.654,43 € de jackpots ont été remportés par 1.918 clients", précise la SBM "Soit plus de 60 gagnants par jour ayant remporté un jackpot supérieur à 1.500€."(Nicematin.com/Thomas Michel, repris par les casinos.org : Jeudi 6 février 2025 : Plus de 17 millions d'euros de jackpots remportés aux machines à sous du Casino Café de Paris rien qu'en janvier à Monaco
- « Enghien-les-Bains : il mise 6 euros au casino et remporte le jackpot de 500 000 euros : Un habitué du casino Barrière d'Enghien-les-Bains a misé six euros le jeudi 30 août sur une machine à sous, et a remporté un jackpot historique de près de 500 000 euros. (Le parisien, Christophe lefevre,5 septembre 2024)
- "Au casino de À Vals-les-Bains, un joueur fidèle a touché plus de 70 000 € sur une machine à sous. Le retraité n'a pas été le seul chanceux de la soirée. La nuit de l'Ascension semble avoir porté bonheur à plusieurs parieurs de Vals-les-Bains. D'après la direction du casino, 118 000 € ont été versés à divers clients. (tirage gagnant 03/06/2025 , Céline COSSA)
- Et ci dessous les jackpot gagnés sur les machines à sous au casino Joa de santenay du II mai au 4 juin 2025

Montant du jackpot remporté par le joueur	Date du gain	Mise	Type de machine à sous	Nom de La machine à sous
15 239 €	jeu. 15 mai 2025	0.01 €	Rouleaux Vidéo	Red Phoenix
13 711 €	mar. 13 mai 2025	0.01 €	Rouleaux Vidéo	LIL Night LIFE
10 000 €	mer. 4 juin 2025	2 €	Rouleaux	Bonus Time
10 000 €	lun. 2 juin 2025	1 €	Rouleaux	Bonus Time
9 346 €	dim. 11 mai 2025	0.01 €	Rouleaux Vidéo	Golden Festival

Montant du jackpot remporté par le joueur	Date du gain	Mise	Type de machine à sous	Nom de La machine à sous
9 189 €	jeu. 29 mai 2025	0.01 €	Rouleaux Vidéo	Panda
8 785 €	sam. 17 mai 2025	0.01 €	Rouleaux Vidéo	Rising Fortune
7 973 €	dim. 11 mai 2025	0.01 €	Rouleaux Vidéo	Rising Fortune
6 510 €	mer. 4 juin 2025	0.01 €	Rouleaux Vidéo	LIL Night LIFE
5 958 €	mar. 13 mai 2025	0.01 €	Rouleaux Vidéo	Wealth of the D

Les bandits manchots et les joueurs de machines à sous vus par l'addictologue Jean-Michel Costes membre du Collège de l'ANJ : une vision dantesque, apocalyptique, digne de l'enfer !

- JM Costes donne ensuite dans cette tribune, une description apocalyptique des joueurs et des Liberty Bells (*"cloches de la liberté"* : synonyme de machine à sous) digne des 9 cercles de l'enfer de Dante : « le jeu sur machine à sous est une véritable drogue , les joueurs sont comme pétrifiés, incapables de quitter les machines, totalement pris dans le rythme du jeu qui atténue leur conscience de l'espace , du temps et de la valeur même de l'argent. Ils ne prennent conscience des pertes qu'après coup, une fois l'excitation du jeu retombée et alors (...) ils s'effondrent envahis d'idées suicidaires »(14) Pour avoir un regard moins réducteur sur les bandits manchots, le fonctionnement des slots, les logiques ludiques spécifiques à ce jeu, les joueurs qui s'y adonnent...., le lecteur consultera notre ouvrage : " *Ethnosociologie des machines à sous : que le hasard vous serve mais préparez-vous à l'accueillir* (15) Ce livre est issu d'une enquête de terrain représentative (quanti et quali)de deux ans dans les casinos, avec des dizaines et dizaines d'observations naturalistes & participantes, d'entretiens de joueurs et de personnel de jeu. Certes notre étude ne concernait que les machines à sous exploitées dans les casinos en dur mais les logiques ludiques des slots en ligne sont peu ou prou les mêmes et se situent aux antipodes des descriptions faites par cet addictologue

 - Tout à la fois JM Costes enfonce des portes ouvertes, et monte ensuite crescendo avec un ton alarmiste pour faire peur. Ce n'est pas une analyse, c'est un procès. Il affirme sans preuve, n'a réalisé aucune enquête de terrain pouvant confirmer/infirmier ses spéculations. Mais peu importe, ce qui compte avant tout pour lui : sortir toutes les remarques négatives & outrancières sur ce jeu. Comment l'ANJ peut-elle se prétendre autorité administrative « indépendante », alors qu'elle cache au sein de son collège, des addictologues qui ont de tels a priori extrémistes sur les jeux d'argent? Résultat, les mesures liberticides décidées par le

régulateur, aboutissement à une politique des jeux sanitaire ou les jeux de hasard - *ce fait social, historique culturel ancestral* - sont systématiquement, de manière propagandiste et répétitive, présentés comme une drogue, une addiction. Et quand nous regardons la politique menée par le régulateur depuis plusieurs années désormais, force est de constater, qu'elle correspond à une mise en musique des souhaits de la doxa du jeu pathologie maladie, repris depuis des lustres avec complaisance dans les médias (qui ont perdu tout sens critique sur cette question), et qu'ils continuent de diffuser dans des tribunes, comme celle publiée dans le Figaro.

- Quand les décideurs de ce pays comprendront-ils, que le lobbying multiforme exercée par cette doxa promeut ses intérêts professionnels et financiers, sous couvert de santé publique, sous couvert de protéger les joueurs ? Pour comprendre : la stratégie de cette doxa ; la notion *d'addiction au jeu* - une curieuse addiction sans substance qui fait débat au niveau scientifique, y compris au sein de la communauté des addictologues - le contexte historique de cette pathologisation du jeu - un « *construit social qui sent bon l'Amérique et le DSM* ; le lecteur consultera les ouvrages suivants :

- :S. KIRK & H. KUTCHINS : aimez-vous le DSM ? le triomphe de la psychiatrie américaine (Synthélabo, 1998, 424 pages)

- Christophe LANE : comment la psychiatrie et l'industrie pharmaceutique ont médicalisé nos émotions « (Flammarion , 2007 , 379 pages)

- A. JACOB SUISSA / : le jeu compulsif vérités et mensonges « (fidés 2005)

- et l'article de Gilbert CHARLES dans l'Express (19/IO/1995, pages 46,47) : "Les normes de l'anormalité : un manuel (le DSM IV) rédigé par des psychiatres américains recense 300 pathologies*, attention sa lecture peut vous rendre fou"* *la première édition du DSM comprenait 106 pathologie*

- Ces publications montrent comment la psychiatrie américaine -qui s'est étendue mondialement dans les années 80 à travers le DSM (manuel diagnostique des troubles mentaux) - a *médicalisé nos émotions et nos passions*, dont les passions ludiques. Car, pour ces addictologues, médecins, spécialistes de l'addiction.... avant de vendre un médicament, avant de vendre des soins *il faut vendre la maladie, vendre une nouvelle addiction*. Ce qu'a bien compris en France la doxa du jeu pathologie maladie, qui le fait depuis des années, dans ses activités propres, dans les médias, et désormais depuis plusieurs années au sein de l'ANJ..

- Alors que différentes initiatives politiques (projets de loi, colloques....) prises ces derniers mois par des députés et des sénateurs, signalent que *l'homo politicus* tente timidement de reprendre la main sur la Politique des jeux de la France, sur l'ANJ -

une AAI omnipotente qui se substitue au «politique» - il est plus que jamais nécessaire de dénoncer cette doxa, qui instrumentalise les jeux d'argent pour soi-disant protéger les joueurs, mais en réalité pour développer le business du jeu compulsif

Pour lutter contre la légalisation des casinos en ligne, la doxa du jeu pathologique maladie nous sort une nouvelle fois ,sa théorie fumeuse et opportuniste "de jeux particulièrement addictifs »

Bien évidemment, les signataires de cette tribune incendiaire mettent en avant sans convaincre la santé publique, pour justifier maladroitement leur acharnement contre les casinos en ligne en France, alors qu'ils sont légalisés dans la quasi totalité des autres pays européens, ce qui comme par hasard ils ne mentionnent pas. Ils affirment que les jeux de casinos en ligne, et notamment les machines à sous, seraient "particulièrement addictifs" Ils avaient déjà utilisé ce même procédé alarmiste en 2010, en poussant des cris d'orfraies pour combattre la légalisation du poker, des paris hippiques et sportifs sur internet. Grâce aux travaux du sénateur François TRUCY, le législateur n'a pas suivi l'avis de ces médecins rétrogrades. Ces trois jeux et paris sur internet ont été légalisés, l'ARJEL installé... ensemble qui a permis d'encadrer le nouveau marché du *e gambling*. Depuis, à notre connaissance, aucune pandémie ludique n'a été signalée dans notre pays, contrairement à ce qu'annonçaient ces Cassandre.

Pour les casinos en ligne ces addictologues spécialisés dans le business du jeu compulsif ressortent dans cette tribune du Figaro, un argument mensongé plusieurs fois utilisé. " La théorie des jeux d'argent *particulièrement addictifs*." Les jeux de casinos sur internet seraient *des jeux particulièrement addictifs*. Stupidité bien entendu indémontrable, reprise pourtant de manière aveugle par les médias et certains hommes politiques. La doxa du jeu pathologie maladie et certaines associations anti jeu comme SOS joueurs, nous ont déjà fait le coup successivement avec :

- les jeux de casino en dur, notamment la roulette, archétype du jeu compulsif
- les machines à sous quand les casinos ont connu leur révolution démocratique grâce à ce jeu
- les jeux de grattage,
- le Rapido, (devenu Amigo) un jeu particulièrement addictif car jugé " rapide" par cette même doxa, alors que c'était un jeu très lent en réalité
- le poker en ligne et le poker en dur : quand le "phénomène poker" a explosé
- plus récemment avec les paris sportifs sur internet notamment quand ils concernent les jeunes de banlieue

- dernièrement avec les paris hippiques ou Isabelle FALQUE PIERROTIN a précisé benoitement et de manière hésitante à Sylvain COPIER dans Paris TURF (1^o avril 2025): ("*Le jeu hippique est un pari qui est tout de même assez addictif.....*" (confer notre article : Le PMU : première victime de la politique des jeux sanitaire et punitive de l'ANJ ? juillet 2024) (16)

- et actuellement avec les casinos en ligne

Les jeux d'argent ont tous été qualifiés de *particulièrement addictifs* par cette doxa, certaines associations anti jeu et d'autres associations familiales moralisatrices comme l'UNAF. Médias, hommes politiques reprennent souvent cette théorie fumeuse, sans se rendre compte que si tous les jeux sont *particulièrement addictifs* comme plus aucun ne l'est. Cela remet radicalement en cause cette hiérarchie de la dangerosité supposée des différents jeux de hasard. Une hiérarchie de sens commun qui n'a rien de scientifique. Comme l'a précisé le philosophe Jacques HENRIOT le jeu est neutre, c'est le joueur qui donne *sens* au jeu). Hiérarchie inventée par la doxa de manière purement opportuniste, pour faire parler d'elle, créer du buzz médiatique, inciter les pouvoirs publics à prendre des mesures toujours plus liberticides, dégager toujours plus de subventions, d'argent public, de postes, d'appel d'offre... pour faire fonctionner l'usine à gaz de la doxa, qui agit dans cette affaire comme un pyromane pompier. C'est d'ailleurs son unique but : *des sous...des sous pour la paroisse...* de la doxa.

Mauvaise foi, contradiction = JM Coste, les addictologues qui ont signé cette tribune, devraient être très favorable à la légalisation des casinos sur internet, pour aider, informer, protéger - et le cas échéant soigner - les joueurs

Bien entendu les signataires de cette tribune ignorent volontairement peu ou prou les bénéfiques - au niveau de l'information et de la protection des joueurs - qu'entraînerait une légalisation des casinos sur internet. Particulièrement contradictoire sur ce registre, ce positionnement prouve leur mauvaise foi car ils affirment par ailleurs que c'est dans les casino en ligne qu'on "trouverait" le plus de joueurs compulsifs. ("*45 % des joueurs de jeux de casino en ligne sont classés comme joueurs excessifs ; ils produisent 65 % du chiffre d'affaires, 80 % si on y ajoute les joueurs ayant des pratiques «à risque»*" précisent-ils) JM Coste, les addictologues qui ont signé cette tribune, si soucieux de protéger les joueurs de l'enfer ludique des casinos en ligne, devraient donc être très favorable à la légalisation des casinos sur internet, pour aider, informer, protéger - et le cas échéant soigner - les joueurs qui actuellement ne le sont pas sur le marché noir des sites illégaux qui prolifèrent.

Ces médecins, sans doute incapable de vendre un ticket de grattage à un euro, se permettent de donner des leçons d'économie sur le marché ludique aux opérateurs

Ensuite - contrairement à ce qu'ils affirment en exergue : "nous resterons sur l'argument de santé publique"- les signataires de cette tribune tendancieuse, se permettent de remettre en cause l'existence et la viabilité économique de ce " nouveau" marché des casinos en ligne", qui connaît pourtant un grand succès au niveau mondial, une forte croissance, aussi bien au niveau des casinos en ligne légaux, qu'illégaux.

"L'hypothèse de création d'un nouveau secteur d'activité est aussi un leurre". La capacité de dépense des Français dans les jeux d'argent connaît une croissance régulière malgré les périodes de crise, mais elle a ses limites."

On croit rêver. Ces médecins et addictologues sans doute incapable de vendre un ticket de grattage à un euro, se permettent de donner des leçons aux opérateurs sur leur business et sur le marché ludique. Un peu comme quand Isabelle FALQUE PIERROTIN leur demande de manière autoritaire et péremptoire de " *changer de modèle économique*" en précisant benoîtement et naïvement : " il faut plus de joueurs qui jouent moins" Abracadabra

Dans la même veine de l'absurde, ces apprentis sorciers qui contestent l'existence d'un nouveau marché des casinos en ligne; affichent leur volonté d'équilibrer les différentes filière pour justifier la prohibition des casinos en ligne." *Il est plus plausible que la prospérité de cette nouvelle filière de jeux se fasse au détriment des autres et qu'elle provoque ainsi un déséquilibre*". Que les groupes casinotiers Français (Barrière, Partouche...) que le syndicat Casinos de France luttent depuis des lustres contre les casinos en ligne, cela peut se comprendre, même si à terme - nous le disons depuis des années - leur position rétrograde n'est pas tenable, notamment quand ils demandent - comme ils le font désormais - que les casinos et les MAS sur internet soient légalisées ...mais uniquement pour eux. Mais quand Isabelle FALQUE PIERROTIN justifie la prohibition des casinos en ligne, *pour préserver l'équilibre des filières*, on sourit. Et quand cette position est défendue par la doxa du jeu pathologie maladie, là on rigole franchement.

La doxa rétrograde et élitiste est contre la démocratisation des casinos et des machines à sous, qu'autorise la légalisation des casinos sur internet

Dernier point et non des moindres, les addictologues signataires de cette tribune et quelques personnes à Paris en voulant de manière autoritaire (sans consulter les joueurs bien entendu et encore moins les Français) que la prohibition des casinos en ligne perdure, dévoilent une vision élitiste et ethnocentrée. Ils sont contre la démocratisation des casinos et des machines à sous, qu'autorise la légalisation des casinos sur internet. Certes il y a plus

de 200 casinos en France. Mais de nombreux français ne peuvent pas, ne peuvent plus, ne souhaitent pas... se rendre dans des établissements de jeu en dur pour différentes raisons. La légalisation des casinos en ligne supprimera les barrières sociologiques, psychologiques, géographiques et démocratisera les machines à sous et autres jeux de casinos sur internet ...que cela plaise ou non. Plus de LIBERTE, plus de concurrence pour les joueurs ce n'est pas négligeable, même si des millions de Français n'iront jamais joué sur internet quand les casinos en ligne seront légalisés. Plus de sérénité également pour les e gamblers qui jouent déjà sur des casinos illégaux, mais préféreraient le faire de manière légale pour être certain ne pas se faire pigeonner. Ultime argument et non des moindres , cette légalisation des casinos en ligne constitue la meilleure manière d'assécher le marché gris des casinos illégaux en constante augmentation. Cela explique que la plupart des pays dans le monde les autorisent...sauf pour l'instant la France qui, pour une fois, ne peut pas mettre en avant *une exception culturelle* pour justifier cette bizarrerie.

Conclusion :

Censurer, interdire, *surveiller & punir*, sanctionner, prohiber... Le crédo liberticide, bureaucratique, autocratique et kafkaïen, mené par l'ANJ sous la domination objective de la doxa du jeu pathologie, au sein même du Collège de l'ANJ et dans la presse au travers des tribune propagandistes pour *faire l'opinion, influencer les politiques*, ne peut que mener la Politique des jeux dont la France a besoin dans une impasse, pire dans une débâcle. L'information des joueurs, la protection des mineurs, des personnes vulnérables, des interdits de jeu.... existent déjà depuis longtemps et a été fortement accentué ces dernières années. En faire plus comme le souhaite le régulateur et certains addictologues (notamment en matière de publicité) ne peut qu'entraîner le secteur dans une spirale infernale et à terme déstabiliser le modèle économique des opérateurs. En attendant les derniers chiffres du *gambling et du gambling* au niveau mondial, montrent que France arrive bonne dernière du top ten. (confer ci dessous) En s'opposant à la légalisation des casinos et des machines à sous en ligne de manière rétrograde & anachronique, alors que tous les autres pays européens ont levé cette prohibition d'un autre âge, la doxa du jeu pathologie et l'ANJ - qui agissent de concert et se moquent de l'avenir de l'économie ludique nationale - ne peuvent qu'accentuer cette tendance dans les années à venir, au niveau européen et au niveau mondial.

PBJ de l'économie ludique mondiale des jeux d'argent en 2024 ()*

1. ETUN : 163,1 milliards d'euros (30 % du marché)
2. Chine : 38,8 (7,1%)
3. Japon : 34,9 (6,4%)
4. Macao : 2703 (5%)
5. Italie :21,8 (4%)
6. Royaume Uni : 21
7. Australie : 19,8 (3,6%)

8. Canada 15,6 (2,9%)
9. Allemagne : 14,7 (2,7%)
10. France : 14 (2,6 %)

(*) Source : « Paris, casinos, loterie : le marché mondial des jeux d'argent en 5 chiffres clés " (Les échos,7 mai 2025 ; Yann DUVERT)

Notes :

1. "Élargir les jeux d'argent en ligne, c'est encourager une drogue » Figaro/Vox tribune ; 21/9/2023 repris dans les casinos.org 21/9/2023
2. 1=Jean-Michel Costes, socio épidémiologiste, Chaire de recherche sur le jeu, Université Concordia, Montréal. ; 2 = Pr Marie Grall-Bronnec, psychiatre addictologue, service d'Addictologie (CHU de Nantes) & UMR1246 (Nantes Université).3 = Morgane Guillou, service d'addictologie CHU Brest, présidente du Réseau National de Soins et de Prévention du Jeu Pathologique. 4 = Dr Amandine Luquiens, psychiatre addictologue, CHU Nîmes, CESP-Inserm, vice-présidente du RNPSJP. 5 = Jean-Pierre Couteron, psychologue addictologue, Association Oppelia, Association Clémence Isaure (Toulouse)
3. MARTIGNONI-HUTIN Jean-Pierre G, = « *L'addiction au jeu : une drôle de maladie qui a du mal à trouver ses malades* » (mars 2019, 4 pages, publié sur lescasinos.org 29 mars 2019) « *Le jeu pathologie maladie : un « construit social »* : Colloque à Bruxelles sur le gambling avec le Professeur Amnon Jacob Suisse» « (octobre 2019, 9 pages, 28 notes, casino-legal-France.fr du 3 octobre 2019 ; «*Recherche joueurs addicts.... désespérément* » (9 pages, 30 notes, mars 2020, lescasinos.org 22/3/2020) « *Addiction au jeu : réalité médicale ou pathologisation d'un Fait Social ?* : (25 pages, 2 annexes, janvier 2021, lescasinos.org 22/I/2021
4. MARTIGNONI-HUTIN Jean-Pierre G = « *Le jeu excessif est-il une addiction ?* Sciences sociales et santé, 2022/2 (Vol. 40), p. 95-104. Juin 2022. DOI : 10.1684/sss.2022.0228. URL : <https://www.cairn.info/revue-sciences-sociales-et-sante-2022-2-page-95.htm>
5. Jean-Pierre G. MARTIGNONI-HUTIN = Laurent SAINT MARTIN et les casinos en ligne : Fin de la prohibition des casinos et machine à sous en ligne : concertation à Bercy à l'initiative du ministre du Budget : colloque à Paris : jeux d'argent : mettre le joueur au cœur des réflexions (novembre 2024, 16 pages, 14 notes, 3 annexes) publié sur les casinos.org 16/11/ 2024, casino-legal-france.fr. 17/11/ 2024)
6. Jean-Michel COSTES , Jean-Pierre COUTERON,

7. Jusqu'en juin 2022 les Membres du collège de l'ANJ étaient =
 1 = Isabelle FALQUE PIERROTIN Conseiller d'État, Présidente de l'ANJ ; 2 = Mario BLAISE Psychiatre, Addictologue, Chef de Pôle du Centre médical Marmottan ; 3 = Cécile CHAUSSARD ; Maître de conférences en droit public à l'Université de Bourgogne ; 4 = Jean-Michel Costes , addictologue, socio épidémiologiste, titulaire d'un diplôme d'expert démographe et d'une maîtrise de sociologie. ; 5 = Charles DUDOGNON ; Professeur des Universités, Directeur du Centre de droit et d'Economie du sport (CDES) à Limoges ; 6 = Éliane HOULETTE ; Procureur de la République financier honoraire ; 7 = Marie-Hélène MITJAVILE ; Conseiller d'État, président adjoint de la section des travaux publics ; 8 = Chantal RUBIN ; Administrateur général au Ministère de l'Economie ; 9 = Wilfried SAND-ZANTMAN; Professeur à l'ESSEC Business School. Fin juin 2022 les mandats d'Éliane Houlette, Mario Blaise et Wilfried Sand-Zantman ont pris fin. Ils ont été remplacés par : Thomas DE RICOLFIS , sous-directeur de la lutte contre la criminalité financière à la Direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) ; Jean-Pierre COUTERON, psychologue, administrateur de Fédération addiction . Rappelons qu'un Commissaire du gouvernement représentant de Bercy participe à certaines séances du collège de l'ANJ . A ce poste on trouvait Alexandre GROSSE depuis la création de l'ANJ, il a été remplacé en septembre 2022 par Sophie MANTEL
8. *Expertise collective « Jeux de hasard et d'argent – Contextes et addictions » Éditions Inserm, juillet 2008, 492 pages*
9. Les 12 experts de l'expertise INSERM (*Jeanne ETIEMBLE, Directrice*) = 1 = Jean ADÈS, Service de psychiatrie, Hôpital Louis Mourier, Colombes; 2 = Élisabeth BELMAS, Histoire moderne, Université Paris XIII, Maison des sciences de l'Homme, Paris-Nord; 3 = Jean-Michel COSTES, Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT), Saint-Denis; 4 = Sylvie CRAIPEAU, Sociologie, Institut national des télécommunications, Évry; 5 = Christophe LANÇON, Service de psychiatrie adulte, CHU Sainte-Marguerite, Marseille; 6 = Michel LE MOAL, Neurogènes et physiopathologie, unité Inserm 862, Neurocentre Magendie, Bordeaux ; 7 = Jean-Pierre MARTIGNONI-HUTIN, Groupe de recherche sur la socialisation, Faculté d'anthropologie et de sociologie, Université Lumière-Lyon 2, Bron; 8 = Sophie MASSIN, Économie de la santé publique, Université du Panthéon- Sorbonne (Paris I), Paris ; 9 = Jean-Pol TASSIN, Collège de France, Génétique moléculaire, neurophysiologie et comportement, unité Inserm UMR 7148, Paris; IO = Marc VALLEUR, Psychiatrie, Hôpital Marmottan, Centre de soins et d'accompagnement des pratiques addictives, Paris Martial; II = VAN DER LINDEN, Unité de psychopathologie et neuropsychologie cognitive, Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation, Université de Genève, Genève, Suisse ; 12 = Jean-Luc VENISSE, Centre de référence sur le jeu excessif,

Pôle universitaire d'addictologie et psychiatrie, CHU Nantes, Nantes. Directrice DE L'EXPERTISE Inserm : Jeanne ETIEMBLE

10. MILDT = Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie. Etienne APAIRE, président de la Mildt de 2007 à 2012, est actuellement patron de la Prévention de la délinquance et de la radicalisation
11. Drogues dures : «Les Académies de médecine et de pharmacie s'opposent aux salles de shoot !»(le figaro, 17 juin 2022, Luc LENOIR)
12. Marc VALLEUR, Christian BUCHER, Jean-Pierre MARTIGNONI-HUTIN
13. Ibid *Élargir les jeux d'argent en ligne, c'est encourager une drogue* » Figaro/Vox tribune ; 21/9/2023 repris dans les casinos.org 21/9/2023
14. Ibid. *Élargir les jeux d'argent en ligne, c'est encourager une drogue* » Figaro/Vox tribune ; 21/9/2023 repris dans les casinos.org 21/9/2023
15. JP Martignoni-Hutin : " Ethnosociologie des machines à sous : que le hasard vous serve mais préparez-vous à l'accueillir " (Paris , L'Harmattan, 2000, collection Logiques Sociales, 220 pages)

annexe 1 : Tribune parue dans Figaro/Vox tribune du 21/9/2023 et repris dans les casinos.org 21/9/2023 : =« *Élargir les jeux d'argent en ligne, c'est encourager une drogue* »

Cette tribune s'inscrit dans le cadre du projet de loi visant à réguler les jeux d'argent en ligne sera qui a étudié en octobre par les parlementaires.

Quatre addictologues et un socio-épidémiologiste alertent sur les dangers, en matière de santé publique, du développement des jeux d'argent les plus addictifs.

Aujourd'hui, certains parlementaires sont à l'initiative pour changer la donne et permettre aux acteurs du secteur de profiter d'une manne considérable: une aberration pour l'ensemble des chercheurs et professionnels travaillant sur la prévention des pratiques problématiques

des jeux d'argent.

Nous n'évoquerons même pas ici la question des liens troubles de l'industrie européenne des casinos en ligne avec le crime organisé, comme vient de le documenter un récent reportage d'Arte, mais resterons sur l'argument de la santé publique.

Ces jeux de casino en ligne (machines à sous digitales) cumulent tous les facteurs de risques de l'addiction aux jeux d'argent: fréquence élevée des mises, rapidité du résultat, grande occurrence des petits gains et fort taux de retour au joueur (part des mises retournées sous forme de gains aux joueurs). Ils créent une dépendance plus rapide que les autres types de jeux de hasard, en lien avec leurs prises de risque solitaires, continues et rapides, toutes les trois à quatre secondes, sans délai entre un jeu et le suivant.

L'industrie a énormément investi dans leur conception technologique: les développeurs ont cherché à faire croître le «temps passé sur l'appareil», les architectes ont créé des labyrinthes et un environnement dans lequel les joueurs peuvent se perdre jusqu'à ce que leur endurance... ou leur argent s'épuisent. Cet univers de jeu numérisé, avec tous ses raffinements, induit chez le joueur des distorsions cognitives, c'est-à-dire des pensées irrationnelles auxquelles il s'accroche irrémédiablement et qui le poussent à continuer à jouer contre toute logique. Le jackpot est en ligne de mire mais il est très rarement atteint ; des petits gains et des jackpots apparents, ratés de peu, donnent un sentiment de victoire. Victoire illusoire car, in fine, la machine gagne. Le jeu sur machine à sous est une véritable drogue.

Les joueurs compulsifs sont comme pétrifiés, incapables de quitter les machines, totalement pris dans le rythme du jeu qui atténue leur conscience de l'espace, du temps et de la valeur même de l'argent. Ils ne prennent conscience des pertes qu'après coup, une fois l'excitation du jeu retombée, et alors souvent, ils s'effondrent, envahis d'idées suicidaires. Rappelons

qu'environ 20% des joueurs excessifs qui débutent des soins ont déjà commis une tentative de suicide.

L'enquête réalisée en France dans le cadre d'une recherche internationale sur le jeu d'argent en ligne (projet eGames) démontre que ces jeux attirent particulièrement les joueurs les plus vulnérables: ainsi, 45 % des joueurs de jeux de casino en ligne sont classés comme joueurs excessifs ; ils produisent 65 % du chiffre d'affaires, 80 % si on y ajoute les joueurs ayant des pratiques «à risque». Une étude comparative avec l'Allemagne et le Québec donne des proportions équivalentes pour ces deux autres pays. Autrement dit, 80% du chiffre d'affaires des jeux de casino en ligne provient directement du portefeuille de personnes en difficulté avec leur pratique. Sans eux, le modèle économique de ces jeux n'est simplement pas viable.

Les lobbyistes qui poussent à la légalisation des jeux de casino en ligne en France avancent des arguments de deux ordres:

- La canalisation d'une offre illégale vers une offre légale serait plus protectrice pour les joueurs ;**

- Le développement d'un nouveau secteur d'activité générera des emplois et des taxes pour l'État.**

La canalisation de l'offre serait justifiée par une demande en croissance exponentielle: or, l'enquête nationale de 2019 estimait que la diffusion de ces jeux concernait entre 200 et 300 000 personnes, loin de la «croissance exponentielle» évoquée sur la base d'extrapolations contestables de données issues d'échantillons de volontaires de panel web.

Cette nouvelle offre de jeux serait accompagnée de mesures pour la sécuriser. On peut avoir à ce sujet les plus grands doutes vis-à-vis de jeux que de nombreux acteurs du champ des addictions au plan international qualifient de «crack/cocaïne des jeux d'argent», en raison des très fortes prévalences de problèmes générés par leur pratique. Leur sécurisation visant à les rendre moins dangereux nécessiterait une

interdiction stricte de toute publicité, la limitation des mises et des dépôts... Bref, une déconstruction complète de leur mécanisme addictif. Or, le cadre de régulation des jeux en ligne actuel est incitatif et non contraignant pour la plupart des mesures de protection, en dehors de la protection des mineurs. Ainsi, des formes très addictives de jeu d'argent régulées, comme les paris sportifs en ligne, voient leurs publicités largement autorisées, sans mesure contraignante réelle pour les opérateurs, et inondent sous toutes les formes possibles l'espace public, les écrans, les terrains sportifs.

Il est plus que probable qu'une fois cette légalisation active, les lobbyistes remonteront immédiatement au créneau pour se plaindre aux autorités des conditions d'exploitation trop contraignantes qui ne leur permettent pas de faire concurrence aux opérateurs illégaux, et d'un traitement différencié par rapport aux autres formes de jeux en ligne.

L'hypothèse de création d'un nouveau secteur d'activité est aussi un leurre. La capacité de dépense des Français dans les jeux d'argent connaît une croissance régulière malgré les périodes de crise, mais elle a ses limites. Il est plus plausible que la prospérité de cette nouvelle filière de jeux se fasse au détriment des autres et qu'elle provoque ainsi un déséquilibre. Il ne s'agit pas de défendre une filière plus qu'une autre, mais d'éviter de promouvoir les activités potentiellement les plus problématiques dans une logique de régulation et de réduction des risques. On ne peut se satisfaire sur le plan éthique de favoriser une activité économique, et la manne fiscale au bénéfice de l'État correspondante, dont l'essentiel du chiffre d'affaires serait généré par les joueurs compulsifs et toute la détresse humaine liée à leur activité ?

Depuis 2010 et l'ouverture d'une offre légale de jeux en ligne, les pratiques problématiques de jeu progressent dramatiquement, quasi multipliées par 3 en 10 ans, et plus massivement chez les jeunes majeurs. En 2019, l'État réaffirmait dans la loi la nécessité de prévention du jeu excessif et mettait en place

une Autorité nationale des jeux qui s'efforce de mettre en application cet objectif. La légalisation d'une offre de jeu de casino en ligne risque de mettre en péril tous les efforts entrepris dans ce sens. Partout, les jeux de casino en ligne s'avèrent très préjudiciables et impossibles à réguler. Tous les pays qui se sont laissés tenter sont en difficulté pour contenir l'ampleur du problème qu'ils ont ainsi généré. Nous espérons qu'en France la défense de la santé publique, ou plus simplement, le bon sens, l'emportera en la matière.

Les signataires :

1. Jean-Michel Costes, socio épidémiologiste, Chaire de recherche sur le jeu, Université Concordia, Montréal.

2. Pr Marie Grall-Bronnec, psychiatre addictologue, service d'Addictologie (CHU de Nantes) & UMR1246 (Nantes Université).

3. Pr Morgane Guillou, service d'addictologie CHU Brest, présidente du Réseau National de Soins et de Prévention du Jeu Pathologique.

4. Dr Amandine Luquiens, psychiatre addictologue, CHU Nîmes, CESP-Inserm, vice-présidente du RNPSJP.

5. Jean-Pierre Couteron, psychologue addictologue, Association Oppelia, Association Clémence Isaure (Toulouse).

annexe 2

Texte de l'annonce l'ANJ (ANJ actualités 7/7/2025)qui cherche depuis le 7 juillet des joueurs en ligne pour mettre en place - " UN NOUVEL OUTIL DE REPERAGE" des e gamblers. Au moment où nous terminions cet article , cette annonce était toujours à la Une du site

"Enquête de l'ANJ pour mieux prévenir le jeu excessif : ON VOUS EXPLIQUE... : L'Autorité Nationale des Jeux (ANJ), qui régule les jeux d'argent et de hasard a mandaté l'institut CSA pour faire passer un questionnaire aux joueurs. Il s'agit d'un court questionnaire qui servira

à valider la fiabilité d'un **nouvel outil de REPERAGE** des pratiques excessives de jeu d'argent. Ce nouvel outil est un algorithme que l'ANJ souhaite mettre à disposition des opérateurs de jeux*, afin qu'ils puissent mieux identifier les joueurs dont la pratique de jeu est excessive afin de leur proposer un accompagnement adapté. (* Betclik, Winamax, PMU, FDJ, Unibet, Netbet, Pokerstars, GENYBET, CircusBet, Vibrez, Bwin, Party Poker, Betsson, Zeturf, YES or NO, France Pari, Vbet, Feelingbet) **VOTRE MISSION SI VOUS L'ACCEPTEZ : Il vous sera demandé de répondre à quelques questions pour mieux vous connaître et comprendre vos habitudes de jeux et cela vous prendra moins de 5 minutes. Le questionnaire est nominatif car, pour les besoins de l'enquête, nous avons besoin de connaître vos informations personnelles comme votre prénom, votre nom de famille et votre date de naissance qui vous seront demandées au début du questionnaire, afin de pouvoir établir la correspondance avec votre compte joueur et votre activité de jeu en ligne. Il vous sera demandé en fin du questionnaire de consentir à leur collecte et partage avec le régulateur.**" (ANJ actualités 7/7/2025

annexe 3 = article de JP MARTIGNONI : « Mission Patrimoine 2023 ... malgré les censures de l'Autorité Nationale des Jeu » (septembre 2023, 14 pages , 7 notes, les casinos.org 16 septembre 2023)

Résumé de l'article = Accompagnée de l'animateur Stéphane BERN et de Stéphane PALLEZ PDG de la Françaises des jeux (FDJ), la ministre de la Culture - Rima ABDUL MALAK - a lancé le 4 septembre le Loto du patrimoine et le jeu de grattage Mission Patrimoine (1). Mais Isabelle FALQUE PIERROTIN, Présidente de l'Autorité Nationale des Jeux(ANJ) a - dans son « Collège » du 25 mai (collège ou les addictologues sont surreprésentés) - censuré ce jeu populaire, plusieurs fois soutenu par Emmanuel MACRON (2) et qui renoue avec l'histoire caritative & philanthropique des loteries. La mesure la plus liberticide concerne la publicité. L'ANJ s'est permise d'interdire la publicité (télé, radio, panneau d'affichage) pour Mission Patrimoine et le Loto du patrimoine. L'ANJ n'est plus dans la régulation mais dans la prohibition. Une telle interdiction sur des supports majeurs de la communication commerciale traditionnelle, c'est du jamais vu dans l'histoire des jeux d'argent et celle de la publicité. Autre censure particulièrement absurde, pointilleuse et kafkaïenne , la FDJ doit supprimer la mention « plus de 500 sites restaurés ou en cours de restauration » figurant au recto des tickets du jeu de grattage Mission Patrimoine. L'opérateur historique des loteries a également reçu l'injonction du régulateur, de s'abstenir dans ses communications : 1/ « d'établir un lien direct entre l'acte de jeu et la cause d'intérêt général poursuivie par ce jeu » ; 2/de diffuser des « messages » présentant ce jeu comme vecteur de financements dédiés à la préservation du patrimoine ». L'ANJ limite par ailleurs la durée d'exploitation de la loterie instantanée « Mission Patrimoine » à trois mois. Avec ces censures d'un autre âge, l'ANJ - sous la domination intellectuelle et pseudo scientifique d'addictologues en conflits d'intérêts - cherche visiblement à détruire les fondements et les symboliques de ce

jeu, sa dynamique annuelle, ses rituels ludiques médiatisés, ce qui fait sa particularité, sa singularité, son originalité, son succès, sa raison d'être. Après une première contribution publiée en juillet (3), retour plus exhaustif sur ces décisions liberticides imposées par l'ANJ, en collusion objective avec la politique thérapeutique néo-prohibitionniste préconisée par la doxa du jeu pathologie maladie, certaines associations anti jeu, certains professionnels de l'addiction et d'autres structures qui exploitent le business du jeu compulsif. Assurément ces mesures autoritaires ne seront pas sans conséquence sur le présent et l'avenir de ce jeu citoyen.

Plus que jamais *l'homo politicus* doit reprendre la main sur l'économie des jeux, sur l'ANJ et se mettre au service de *l'homo ludens*. Si des autorités administratives indépendantes comme l'ANJ ont leur utilité, elles ne saurait se substituer « au politique » et aux politiques publiques. Le colloque organisé à l'Assemblée Nationale le 1^o juin 2023 par Éric WOERTH (4) et la prochaine rencontre initiée par Olga GIVERNET le 27 septembre vont dans ce sens. D'autres initiatives politiques également. Le député Renaissance Jean-Marc ZULESI a proposé en octobre 2022 un « loto de la biodiversité ». Le sénat a d'adopté une proposition de loi sur l'installation de casinos dans les villes ayant des activités hippiques historiques (*« Proposition de loi visant à réduire les inégalités territoriales pour les ouvertures de casinos », rapporteur François BONHOMME, rapport n°584,10 mai 2023*) Le député Philippe LATOMBE(Démocrate Modem et indépendants) a déposé le 23 mai une proposition de loi (n° 1248) visant à autoriser les exploitants de casinos à proposer des casinos en ligne.

1. *« Stéphane Bern et Rima Abdul-Malak lancent le Loto du patrimoine à Pont-de-L'arche : Lundi 4 septembre, la ministre de la Culture et Stéphane Bern se sont rendus au bailliage de Pont-de-L'arche (Eure) pour lancer la 6e édition du Loto du patrimoine ». (La dépêche Louviers, Béatrice Cherry-Pellat, 4 sept 2023)*
2. *confer notre article : « Mission Patrimoine 2022 : censurée par l'ANJ mais soutenue par Emmanuel MACRON » (septembre 2022, 15 pages, publié sur LesCasinos.org 22 septembre 2022)*
3. *confer notre article : « Mission Patrimoine 2023 censurée par l'Autorité Nationale des Jeux (ANJ) : Mission Patrimoine, le jeu citoyen de la Française des jeux à nouveau censuré et mis sous surveillance par l'ANJ(juillet 2023, 9 pages);*
4. *confer notre article : « Colloque à l'Assemblée Nationale le 1^o juin 2023 : « Quelles perspectives pour les jeux d'argent et de hasard, 13 ans après leur ouverture en ligne ?" , mai 2023, 22 pages,)*